

«POUR UN SECOND MANIFESTE COMMUNISTE»...

Les poètes révolutionnaires sont trop rares pour qu'on ose ignorer aucune de leurs manifestations, tant dans le domaine de l'action immédiate que sur le seul plan de l'idéologie révolutionnaire. Incidemment vient de paraître, «*Pour un second manifeste communiste*» (1) rédigé en français et en espagnol, par *Fomento Obrero Revolucionario*, mouvement né en 1948 de la scission entre la 4^{ème} Internationale et sa section espagnole réfugiée au Mexique. L'élaboration théorique en est due à G. Munis, mais transparaît ici et là, l'accent propre à Benjamin Péret (dont l'occupation favorite était d'insulter les curés) et cela seul aurait suffi à exciter l'intérêt, si la parution de ce manifeste n'avait pu le faire.

On aurait tort de lui reprocher un certain schématisme, puisque justement ce n'est qu'un manifeste et puisque la qualité première en doit être la rigueur dans l'exposé et la vigueur dans le ton. Si ce manifeste tranche avec les publications habituelles des marxistes, ce n'est pas seulement par la volonté, ouvertement proclamée, de révisionnisme, mais c'est aussi par une certaine outrance bienvenue du ton, due sans doute à la collaboration d'un surréaliste qui, d'aucune façon et en aucun cas, n'accepta la «*mesure*» de sa révolte et de son action révolutionnaire.

Cela dit, il nous faut en juger le contenu idéologique et en souligner les points forts et les points faibles. Les points forts sont ceux en quoi les anarchistes révolutionnaires pourront aisément se retrouver, le point faible étant l'opposition non surmontée entre le souci de se proclamer encore marxiste et l'adoption de positions souvent très proches des nôtres, sans qu'il y ait peut-être une volonté délibérée d'éviter le débat, débat faussé par Lénine dans «*L'État et la Révolution*» et continué par Camillo Berneri dans «*Guerra di Classe*» (2). La question de l'État reste la question cruciale.

UNE TENTATIVE DE RENOUVEAU IDÉOLOGIQUE

Ce second manifeste communiste est divisé en sept chapitres d'inégal intérêt; précédés d'une introduction, et toutes les questions qui touchent la pensée révolutionnaire sont abordées. C'est une tentative de renouveau idéologique qui entend tirer les leçons de la révolution espagnole, ce qui n'a été fait ni par Trotsky ni par ceux qui se réclament de lui, et qui se veut marxiste tout en rejetant ce qui est l'essentiel du marxisme: «*Une nouvelle organisation révolutionnaire est indispensable au prolétariat mondial. Cependant, à moins qu'elle n'incorpore à sa pensée les sévères expériences idéologiques et organisationnelles survenues depuis 1914, sa constitution s'avérera impossible, ou du moins gravement défectueuse. Les défaites du passé doivent jalonner le chemin de la victoire. Une telle organisation doit surpasser les traditionnels rassemblements de partis nationaux, et rejeter tout centralisme permettant à une poignée de dirigeants de mettre la base devant les décisions disciplinaires accomplies. Elle doit préfigurer le futur monde sans frontières ni classes... Il faut rectifier sans regret tout ce qui fait obstacle à la renaissance de la révolution, que ces obstacles proviennent de Lénine, de Trotsky ou de Marx*».

Ces préoccupations font écho à celles déjà exprimées par Benjamin Péret dans la revue surréaliste «*Médium*» (3) où l'on trouve, dans un article consacré à Trotsky, le passage suivant: «*La nationalisation des moyens de production, proposée par Marx, a eu des conséquences fatales. Tous les désastres du proléta-*

(1) Éditeur Eric Losfeld (*Terrain Vague*).

(2) Voir les articles parus dans «*Noir et Rouge*», n°28 (déc. 64).

(3) N°3, nouvelle série, mai 1954.

riat découlent plus ou moins de cette mesure prise par Lénine et Trotsky en 1917. L'erreur de Marx a été répétée sans examen par tous les disciples et commentateurs, devenant un véritable postulat... Il est pourtant clair que si l'on veut aboutir à l'affaiblissement et à la disparition de l'État, il est impossible de commencer par le fortifier...».

SOCIALISME ET STALINISME

De fait, si le manifeste du F.O.R. est essentiellement une attaque virulente de la contre-révolution stalinienne et du capitalisme d'État, il est aussi une reconnaissance tacite de la logique interne qui va du marxisme au stalinisme.

On rappelle, bien entendu, les notions essentielles du socialisme trop oubliées aujourd'hui: *«Le prolétariat doit prendre possession des instruments de travail, dont il est frustré depuis toujours... et anéantir l'État... en abolissant d'emblée le capital et le travail salarié».*

On affirme que le socialisme doit être *«l'organisation de la production par et pour les travailleurs»*, car il s'agit de donner *«libre cours aux besoins économiques et culturels»*, on affirme aussi que *«le plan a pour but d'accorder production et consommation»* et que, dans la société de transition, *«le profit, sous quelque forme que ce soit, doit être banni»*; mais ce qui est nouveau et surprenant dans la bouche de marxistes, c'est cette virulence antiétatique. On dénonce l'étatisation de l'économie, erreur des bolcheviks, dont on dit qu'elle n'est pas la socialisation des moyens de production. On dénonce aussi le parti unique dictatorial vite dominé, ainsi que les soviets, par une puissante caste bureaucratique *«qui allait organiser d'emblée et à son profit le capitalisme d'État et la contre-révolution»*. Dans le même chapitre, en relation avec cette erreur des bolcheviks, on dénonce violemment la contre-révolution stalinienne avec qui toute collusion est une *«trahison»*: *«Nulle part le stalinisme ne peut être envisagé comme un mouvement ouvrier opportuniste ou réformiste, mais comme nécessairement contre-révolutionnaire. Il porte en lui le capitalisme d'État et la destruction des libertés ouvrières indispensables à l'organisation du socialisme».*

On pense qu'il est possible aujourd'hui d'attribuer une signification historique au capitalisme d'État en distinguant trois stades: a- le libéralisme; b- l'impérialisme, où l'État est contrôlé par les trusts les plus puissants; c- le capitalisme d'État, où s'opère une superconcentration du capital et où s'accroît démesurément l'exploitation des travailleurs: *«La concentration du capital, autrefois facteur progressif de révolution sociale, revêt un caractère réactionnaire au-delà d'une certaine limite»*. A cela on oppose, rompant le schéma traditionnel des revendications immédiates et des mesures révolutionnaires, deux revendications fondamentales qui sont: *«moins de travail, plus de paie!»* et *«toute augmentation de la production à la classe ouvrière qui la réalise!»*, seule manière de mettre une limite à l'accumulation du capital.

REVENDEICATIONS IMMÉDIATES ET MESURES RÉVOLUTIONNAIRES

Ces thèmes sont développés dans le dernier chapitre intitulé: *«les tâches de notre époque»*, dans lequel sont préconisées un certain nombre de mesures concrètes dont les plus immédiates ont déjà en vue l'opposition au capitalisme d'état (suppression du travail à la pièce, des chronométrages, réduction du temps de travail à 30 heures, travail pour tous, entraînant le *«suprême droit à la paresse»*; toute augmentation de la production aux ouvriers, distribution gratuite des stocks aux plus défavorisés, etc...) ou bien ont pour but de *«récupérer et d'accroître la liberté d'expression et d'action du prolétariat»*, en dehors de l'emprise des gouvernements et des syndicats. (A propos des syndicats il faut reprocher au manifeste de ne pas même aborder la possibilité d'un syndicalisme révolutionnaire!).

Aux revendications immédiates, on lie, sans solution de continuité, les mesures de la révolution prolétarienne mondiale *«sans perdre de vue que dans certains cas, il deviendra possible de commencer directement par celles-ci»*:

- 1- Le pouvoir politique aux travailleurs, qui l'exerceront par l'entremise de comités démocratiques désignés et révocables à chaque instant.
- 2- Expropriation du capital industriel, financier et agricole... par l'ensemble de la classe ouvrière.
- 3- Gestion ouvrière de la production et de la distribution des produits et planification exclusivement dictée par les nécessités de la disparition des classes.
- 4- Destruction de tous les armements et instruments de guerre, dissolution des armées et des polices,

reconversion des industries de guerre en production de consommation.

5- Armement individuel des exploités, organisés selon le schéma des comités démocratiques de gestion et de distribution.

6- Incorporation aux activités utiles de toutes les couches parasites de la population afin d'augmenter la production en réduisant le temps de travail.

7- Suppression du travail salarié pour atteindre la libre distribution des produits selon les besoins de chacun.

8- Suppression des frontières et constitution d'un seul gouvernement et d'une seule économie au fur et à mesure de la victoire du prolétariat dans les divers pays.

On termine par la revendication du concept marxiste de «*dictature du prolétariat*» en précisant qu'elle n'est pas identifiable à la dictature d'un parti mais qu'elle est inséparable au contraire de la plus large démocratie au sein des masses travailleuses. Mais pourquoi revendiquer la dictature du prolétariat alors qu'on la vide du sens précis qu'elle a, c'est-à-dire le sens marxiste et léniniste? C'est là sans aucun doute le point faible de ce manifeste, qui ajoute à la confusion au lieu d'éclaircir un problème qui n'est certes pas nouveau et que nous avons résolu, nous anarchistes révolutionnaires, d'une façon qui nous sépare de toute conception marxiste. Ainsi Berneri écrivait en 1936: «*Qui dit État prolétaire dit capitalisme d'État; qui dit dictature du prolétariat, dit dictature du parti communiste*».

D'autre part, il est permis de sursauter quand on présente Marx comme voulant préserver les intérêts primordiaux de l'individu, en citant: «*Il faut abominer comme la peste ceux qui placent la société au-dessus de l'individu*»! ou bien quand on lit que d'après la conception bolchevique, le contrôle ouvrier de la production était une mesure démocratique-bourgeoise qui devait prélude à la gestion ouvrière de la production et de la consommation, caractéristique de la révolution sociale.

Ces quelques réserves faites, il importe de souligner toute l'importance de ce manifeste et la valeur des idées qui y sont exprimées, et cela d'autant plus qu'il est le fait de marxistes qui reprennent presque explicitement nos thèses puisqu'ils considèrent comme révolutionnaires «*des groupes anarchistes indépendants*», avec des bordighistes, la ligue communiste révolutionnaire du Japon et un peu partout dans le monde quelques groupes d'origine trotskyste. Il était bon qu'on redise, face à l'équilibre de la terreur, la nécessité du défaitisme révolutionnaire, et qu'on nie comme Rosa Luxembourg et à l'encontre de Lénine «*la possibilité, sous le capitalisme, d'un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*». Cela conduit à envisager l'action du prolétariat à l'échelle planétaire, et de la même manière dans les pays arriérés que dans les métropoles, c'est-à-dire sur le terrain de la révolution sociale et non sur celui de la nation capitaliste; «*proclamons-le, toute lutte nationale est réactionnaire*».

Terminons, comme le manifeste, en exaltant la subjectivité révolutionnaire, en opposition à un automatisme économique indéfendable, subjectivité que nous ne cesserons pas de sitôt d'exalter.

Jacques SOREL.
